



CONVENTION relative à la répartition des recettes issues des Forfaits de Post-Stationnement 2022-2025

Entre,

La Ville de Toul, représentée par Monsieur Alde HARMAND, Maire de Toul agissant en qualité de personne dûment habilitée à cet effet par la délibération du Conseil municipal en date du,
Ci-après désigné « la Ville »,

D'une part,

Et

La Communauté de Communes Terres Toulloises, représentée par son Président Monsieur Fabrice CHARTREUX, agissant en qualité de personne dûment habilitée à cet effet par la délibération du Conseil communautaire en date du 15/07/2020,
Ci-après désigné « la CC2T »,

D'autre part.

Table des matières

Article 1. Objet de la convention	2
Article 2. Cadre réglementaire	2
Article 3. Modalités de répartition des produits de FPS	2
a) Le produit et les coûts de mise en œuvre des FPS	2
b) Le financement des opérations de voirie et mobilité	2
c) La possibilité de non-répartition	3
Article 4. Définition du montant de l'enveloppe	3
Article 5. Durée de la convention	3

Il a été convenu ce qui suit.

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de répartition pluriannuelle des produits de Forfait Post-Stationnement (FPS) entre la Ville, qui a institué la redevance de stationnement, et la CC2T au titre de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire.

Article 2. Cadre réglementaire

Les modalités de répartition entre les collectivités et d'utilisation du produit des FPS sont précisées dans le décret n° 2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance des véhicules sur voirie prévue à l'article L.2333-87 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Article 3. Modalités de répartition des produits de FPS

a) Le produit et les coûts de mise en œuvre des FPS

Compte tenu des dispositions prévues au III de l'article L.2333-87 du CGCT, la Ville reverse les recettes issues des FPS à la CC2T, déduction faite des coûts de mise en œuvre des FPS.

Les différents postes de dépenses pour la Ville sont les suivants :

- Dépenses **devant** être couvertes par les produits de FPS et qui seront nécessairement déduites à l'enveloppe avant reversement :
 - o Collecte des FPS ;
 - o Traitement des RAPO (Recours Administratifs Préalables Obligatoires) ;
 - o Traitement des recours en contentieux.
- Dépenses **pouvant** être couvertes par les produits de FPS :
 - o Études préalables sur les objectifs et la mise en œuvre de la politique de stationnement payant ;
 - o Actions de communication ;
 - o La mise à jour des Horodateurs ;
 - o Surveillance.

Chaque année, Monsieur le Maire établit un état récapitulatif des recettes et des dépenses, contresigné par le Trésorier Principal de Toul-Collectivité, servant de base à la communication du tableau de répartition des produits des FPS transmis à la CC2T, ainsi qu'il suit :

REPARTITION PRODUITS DES FPS 20...		
LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
Collecte des FPS / Traitement RAPO		
Prestation ANTAL		
EasyPark / PayByPhone / Horodateurs		
Surveillance - Organisation du service ASVP		
Gestion administrative et comptable		
Études préalables Politique du stationnement		
Encaissement FPS		
Total	0,00 €	0,00 €
RESULTAT	0,00 €	
	Taux de reversement du reliquat	Répartition réelle
Opérations municipales de voirie VILLE	50%	0,00 €
Compétence mobilité et opérations de voirie communautaires CC2T	50%	0,00 €
TOTAL	100%	0,00 €

L'accord local consiste à répartir paritairement entre la Ville et la CC2T le produit de Forfait Post-Stationnement (FPS), déduction faite des coûts de mise en œuvre des FPS définis annuellement.

b) Le financement des opérations de voirie et mobilité

L'article R.2333-120-19 du CGCT dispose que les opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation financée par le produit des forfaits de post stationnement sont concernées par l'affectation du résultat des produits des recettes.

Le III de l'article L.2333-87 du CGCT précise également que : « Si la commune, l'EPCI ou le syndicat mixte qui a institué la redevance de stationnement est compétent en matière de voirie, une partie de ce produit peut être utilisée pour financer des opérations de voirie ».

Ainsi, la Ville étant compétente en matière de voirie, elle conservera donc une partie de l'enveloppe pour réaliser des opérations de voirie à un taux défini dans le tableau ci-dessous.

Concernant la mobilité, celle-ci transférée à la CC2T entrera dans le calcul de la répartition objet de cette convention.

c) La possibilité de non-répartition

Les compétences de la CC2T et de la Ville n'ont pas évolué en matière de stationnement ; la Ville conserve la prise en charge du stationnement payant sur son territoire.

De fait, si annuellement le produit de FPS est inférieur aux coûts de mise en œuvre du FPS (absence de reliquat ou solde à reverser inférieur à 100€), cette convention formalise donc l'absence de reversement entre la Ville et la CC2T

Article 4. Définition du montant de l'enveloppe

Chaque année avant le 30 juin de l'année N, la Ville communique par courrier à la CC2T le montant définitif de l'enveloppe pour les recettes issues des FPS pour l'année N-1, et l'utilisation qu'elle en a fait. A cette fin, le tableau présenté à l'article 3.a) sera complété et communiqué par la Ville à la CC2T au plus tard le 30 juin. Le versement de l'éventuel reliquat du produit de Forfait Post-Stationnement (FPS) de l'exercice n-1 sera opéré au plus tard sous 30 jours à compter de l'émission du titre de recettes de la CC2T.

Article 5. Durée de la convention

La présente convention relative à la répartition du produit de Forfait Post-Stationnement (FPS) est pluriannuelle et applicable aux exercices des années 2022 à 2025. Elle entre en vigueur dès signature et prendra fin après versement annuel par la Ville à la CC2T suivant les éventuels reliquats de chaque exercice.

Fait à Toul, en deux exemplaires, le

Pour la Ville,
Alde HARMAND
Maire de Toul

Pour la CC2T,
Fabrice CHARTREUX
Président de la CC2T